

Le 28 août 2006

Monsieur Jacques CHIRAC  
Président de la République  
Palais de l'Elysée  
55 rue du faubourg Saint-Honoré  
  
75008 PARIS

Monsieur le Président de la République,

Nous connaissons votre attachement au respect de la dignité humaine et votre capacité d'agir pour remédier à des situations d'urgence.

Aux portes de Paris, en ce moment même, s'accumulent les conditions d'un sinistre humanitaire, aux effets particulièrement négatifs sur l'image de la France notamment vis à vis des nations africaines.

Depuis le 17 août et l'évacuation du squat de Cachan, nous constatons qu'une situation de blocage du dialogue s'est installée qui compromet toute résolution de la crise qui s'est ouverte.

Plus de 200 personnes, dont de nombreux enfants, sont toujours hébergées dans un gymnase, mis à disposition provisoirement par le maire de Cachan, pour éviter qu'un drame n'entache l'opération d'évacuation du CROUS.

Huit jours après, ces familles vivent dans des conditions insupportables, entassées dans un bâtiment où les conditions de vie et d'hygiène ne peuvent qu'être insuffisantes et d'une très grande précarité. Femmes et enfants sont fatigués, épuisés. On peut lire l'inquiétude et la détresse sur les visages. Plus le temps passe et plus la situation se dégrade.

Des enfants et des adultes donnent des signes d'aggravation de leur état de santé. Des hommes ont déjà perdu leur emploi, d'autres ont engagé une grève de la faim.

Nous sommes inquiets des conséquences que pourrait avoir le prolongement de cet état de fait alors même que le Ministre de l'intérieur a bien insisté sur le souci de la mise en sécurité des personnes ayant motivé à la décision d'évacuation.

Autour de ces familles, la solidarité s'est organisée. Ces dizaines de gestes d'humanité ne peuvent qu'adoucir la dureté de la réalité et apporter un peu de chaleur. Mais aujourd'hui, c'est d'un geste fort de la solidarité républicaine dont ont besoin ces enfants, ces femmes, ces hommes.

Faute de tenir compte des aléas et de la précarité des conditions de vie des expulsés, les solutions d'hébergement proposées jusqu'à ce jour s'avèrent inopérantes.

Or, nul ne saurait se résoudre à voir une telle situation empirer pour les familles et les personnes placées dans un tel engrenage.

Chacun doit contribuer à la mise en oeuvre d'une solution traitant dans un premier temps l'urgence et dans un deuxième temps s'inscrivant dans la durée pour l'aboutissement du processus engagé.

Les collectivités locales s'engagent dans l'accompagnement sanitaire, social et alimentaire des familles et des personnes expulsées. L'Etat peut seul résoudre la question d'un hébergement d'urgence et provisoire, mais digne, adapté aux contraintes de la situation précaire. Votre intervention s'avère de ce point de vue déterminante.

Ensuite, il est important de restaurer la confiance mutuelle. La nomination d'un médiateur par vos soins serait de nature à renouer les fils du dialogue.

Nous savons qu'au souci de l'image de la France vous alliez la préoccupation de son rayonnement moral.

Nous insistons auprès de vous pour que ce drame humain qui se déroule en cet instant, n'entame pas le crédit de sympathie dont bénéficie notre pays, et auquel finalement sont également attachés les Français.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Dominique	ADENOT	Maire de Champigny-sur-Marne Secrétaire départemental de l'ADECR
Alain	BLAVAT	Conseiller général du Val-de-Marne
Hervé	BOURDIN	Conseiller régional d'Ile-de-France
Daniel	BREUILLER	Conseiller général du Val-de-Marne Maire d'Arcueil
Jean-Jacques	BRIDEY	Conseiller général du Val-de-Marne Maire de Fresnes
Laurent	CATHALA	Député-Maire de Créteil
Laurence	COHEN	Conseillère régionale d'Ile-de-France
Claudine	CORDILLOT	Maire de Villejuif
Alain	DESMAREST	Premier Vice-Président du Conseil général du Val-de-Marne
Christian	FAVIER	Président du Conseil général du Val-de-Marne
Yann	JOUBERT	Maire de Gentilly
Serge	LAGAUCHE	Sénateur du Val-de-Marne
Jean-Luc	LAURENT	Vice-Président du Conseil régional d'Ile-de-France Maire du Kremlin-Bicêtre
Jean-Yves	LE BOUILLONNEC	Député-Maire de Cachan
Jean-Claude	LEFORT	Député du Val-de-Marne

Hélène	LUC	Sénatrice du Val-de-Marne
Christian	METAIRIE	Président de la Communauté d'agglomération de Val-de-Bièvre
Joseph	ROSSIGNOL	Maire de Limeil-Brévannes
René	ROUQUET	Député-Maire d'Alfortville
Michèle	SABBAN	Vice-Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Pascal	SAVOLDELLI	Vice-Président du Conseil général du Val-de-Marne
Patrick	SEVE	Conseiller régional d'Ile-de-France
		Maire de l'Hay-les-Roses
		Président de la FDSER
Jean-François	VOGUET	Sénateur-Maire de Fontenay-sous-Bois